

Rapport d'activité 2025



SOMMAIRE

3 **Attractivité, solidarité
et cohésion territoriale**

11 **Transition écologique
et aménagement du territoire**

17 **Techniques de l'ingénierie**

29 **Ressources internes
et innovation**

42 **Administration générale**

L'année 2025 confirme le rôle structurant de la communauté de communes pays d'Évian – vallée d'Abondance au service de ses 22 communes et de leurs habitants. À travers l'ensemble de ses compétences, la CCPEVA poursuit son engagement en faveur d'un territoire attractif, solidaire, durable et innovant.

Ce rapport d'activité retrace les principales actions menées au cours de l'année dans des domaines aussi variés que le développement économique, l'emploi, la cohésion sociale, la petite enfance, l'accès aux droits, la transition écologique, l'aménagement du territoire, la gestion des déchets, l'eau et l'assainissement, la préservation des espaces naturels, les mobilités, le patrimoine ou encore les services techniques et les fonctions support.

L'année a été marquée par la poursuite de projets structurants pour l'avenir du territoire : développement du Campus connecté du Léman, élaboration du Programme Local de l'Habitat 2026-2032, avancement du Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine, déploiement d'actions en faveur de l'économie circulaire, modernisation des services publics, sécurisation des réseaux d'eau et d'assainissement, ou encore mise en œuvre du Plan Climat Air Énergie Territorial.

La CCPEVA a également renforcé son action en faveur de la qualité de vie des habitants grâce au développement des services de proximité, à l'accompagnement des familles, à la transition énergétique, à la protection de la biodiversité et à la valorisation des richesses naturelles et patrimoniales du territoire.

Au-delà des chiffres et des réalisations présentés dans ce document, ce rapport témoigne de l'engagement quotidien des élus, des agents, des partenaires institutionnels, associatifs et économiques qui contribuent collectivement au développement du pays d'Évian – vallée d'Abondance. Il illustre la capacité du territoire à relever les défis d'aujourd'hui tout en préparant ceux de demain, dans un esprit de coopération, d'innovation et de service public.

Attractivité, solidarité et cohésion territoriale



Campus connecté du Léman : un dispositif confirmé

Implanté à Évian-les-Bains et labellisé depuis 2021, le Campus connecté du Léman poursuit son développement en partenariat avec l'Université Savoie Mont-Blanc. Il permet aux étudiants de suivre des études supérieures à distance, tout en bénéficiant d'un accompagnement de proximité.

Objectif dépassé : le seuil de 20 étudiants a été atteint pour la première fois avec 24 inscrits pour 2025-2026.

Bilan 2024-2025

- 67 % en formation initiale / 33 % en formation continue
- Public diversifié : 17 à 52 ans (moyenne 26 ans)
- 8 stages réalisés sur le territoire
- 16 ateliers méthodologiques et 10 temps collectifs
- 7 étudiants poursuivent en présentiel

87,5 % de réussite
(0 abandon)

Promo 2025-2026

- 60 % formation initiale / 40 % continue
- 19 à 53 ans (moyenne 28 ans)

Une offre de formation variée (licences, BTS, bachelors, masters et certifications) adaptée aux besoins du territoire.

24 étudiants inscrits
contre 9 la 1^{ère} année



Le **Campus connecté** s'affirme comme un outil structurant pour l'accès à l'enseignement supérieur, contribuant à l'attractivité et à l'inclusion du territoire.



Développement économique et insertion professionnelle : **une dynamique collective engagée**

Transition énergétique et économie circulaire

- 13 entreprises engagées dans une démarche photovoltaïque
- Label Territoire Engagé Transition Écologique obtenu vers économie circulaire (2024)

Structuration et animation économique du territoire

- 26 000 m² commercialisés depuis 2020
- 4 114 m² commercialisés en 2025

Une attractivité économique en progression et une meilleure valorisation des entreprises locales.

- 9 ateliers de co-construction réalisés
- 12 thématiques prioritaires définies pour 2026

🎯 **Objectif :** développer des coopérations inter-entreprises locales (mobilité, déchets, ressources, énergie...).

165 visiteurs en 2025 vs 80 en 2024

- 2 zones d'expérimentation mobilité (Vongy/Publier, Évian)
- Cartographie des trajets domicile-travail réalisée

36 entreprises engagées dont 21 sur la CCPEVA

La démarche d'écologie industrielle territoriale « **Entrez dans la boucle** », lancée en octobre 2024, confirme son déploiement en 2025 avec une forte mobilisation des acteurs économiques.

13 entreprises ouvertes au public



Forum économie circulaire transfrontalier

- 379 participants
- 38 intervenants
- 18 stands
- 10 démonstrations

Le territoire s'affirme comme acteur majeur de l'économie circulaire lémanique.

- 4 territoires accompagnés dans la CCPEVA (un dispositif Fabrique prospective porté par l'ANCT*)
- Anticipation des enjeux liés à la ressource en eau, devenue stratégique.

474 280 €
de subventions obtenues
(Espaces Valléens)

827 806 €
de soutien au tourisme
en 2025



L'année 2025 confirme : une forte mobilisation des entreprises, une transition écologique engagée, une attractivité économique renforcée. Le territoire s'affirme comme un acteur structurant de l'économie circulaire et durable.



Valorisation **du patrimoine**

Une plateforme de réservation en ligne permet de simplifier l'accès aux activités pour les enseignants et d'optimiser leur gestion.

- 2 413 élèves de la CCPEVA concernés
- 12 activités pédagogiques proposées
- Plus de 500 activités scolaires planifiées en 2025

2 projets spécifiques ont été menés auprès des lycéens et étudiants (BTS), notamment autour du patrimoine local et de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale.

143 classes sensibilisées
dont 101 du territoire

Diffusion et promotion du patrimoine

- 2 vidéos réalisées
- 4 brochures éditées (dont Journées européennes du patrimoine)

Ces supports contribuent à renforcer la visibilité du label et à valoriser les actions menées sur le territoire.



L'année 2025 confirme : une montée en puissance des actions éducatives, une fréquentation en progression, et l'avancement d'un projet structurant majeur. Le patrimoine s'affirme comme un levier central d'attractivité et de transmission sur le territoire.



Fréquentation du public

- Près de 90 visites organisées
- 402 visiteurs accueillis

Projet structurant : CIAP

Le Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP), dont l'ouverture est prévue en 2026, constitue un équipement majeur pour la valorisation du territoire.

- 100 % des marchés attribués en 2025
- 75 % de financement obtenu

Ce futur équipement sera une porte d'entrée pour les habitants et visiteurs vers l'ensemble du patrimoine culturel et naturel du territoire.



Relais petite enfance : une démarche innovante et labellisée

- 1 labellisation obtenue en mars 2025, pour une durée de 3 ans (Label Vie)
- 1 financement exceptionnel de la CAF pour accompagner la démarche

Des actions éducatives tournées vers la nature

Alternatives à la surexposition aux écrans :

- 1 cuisine extérieure installée à Évian
- Déploiement élargi prévu en 2026 sur d'autres communes

Ces dispositifs favorisent une approche pédagogique centrée sur l'expérimentation, l'autonomie et le lien avec l'environnement.

Accessibilité et valorisation du patrimoine dès le plus jeune âge

Le Relais Petite Enfance développe des actions en partenariat avec le service patrimoine afin de sensibiliser les jeunes enfants :

- Plusieurs sites emblématiques valorisés (patrimoine local et culturel)
- Actions intégrées dans une logique de médiation inclusive et territoriale

Renforcement des actions en direction des familles

Dans le cadre de la Convention Territoriale Globale :

- 1 réseau de professionnels structuré (RPE et crèches)
- Animations parentalité organisées chaque année
- Rencontres et temps d'échanges réguliers pour les familles et professionnels



L'année 2025 se caractérise par : une reconnaissance officielle de la qualité d'accueil, le développement d'approches éducatives innovantes, et un renforcement des actions en direction des familles. La politique petite enfance s'inscrit ainsi dans une logique de qualité, d'inclusion et d'ancrage territorial durable.

Cohésion territoriale et services de proximité : **des actions renforcées au service des habitants**

L'année 2025 est marquée par le renouvellement et le renforcement des dispositifs en faveur des habitants dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG) et du Contrat Local de Santé.

Structuration des politiques publiques

- 1 CTG renouvelée pour la période 2026-2030
- 3 axes stratégiques
- 12 objectifs prioritaires
- 20 fiches actions
- Signature prévue en février 2026



Soutien à la parentalité et actions de prévention

- 12 interventions du dispositif Tyro'lien
- 135 participants (dont 51 adultes et 86 enfants)

Sensibilisation santé

- 150 élèves et 140 participants grand public sensibilisés aux impacts sur l'environnement et sur la santé de la fastfashion.
- 16 agents de la CCPEVA formés aux premiers secours en santé mentale, santé mentale





Portage des repas

- 130 bénéficiaires en moyenne (+13 %)

33 068 repas livrés (+12 %)

ACCÈS AUX DROITS ET INCLUSION NUMÉRIQUE :

France Services

- 4 932 actes réalisés

Conseil en numérique

- 251 accompagnements individuels
- 8 ateliers collectifs (52 participants)
- 181 élèves sensibilisés (8 classes, 6 écoles)

2 570 usagers accompagnés (+52 %)



L'année 2025 confirme : un renforcement de l'accompagnement des habitants, une montée en puissance des actions de prévention, et une progression significative des services à la population. Ces actions traduisent une politique territoriale engagée en faveur de la solidarité, de la santé et de l'inclusion.

Transition écologique et aménagement du territoire



Instruction du droit des sols : **un service restructuré et renforcé**

► **5 agents composent désormais le service :**

- 3 instructrices
- 1 assistante administrative
- 1 coordinatrice

Chaque instructrice assure le suivi de **4 à 5 communes**, tandis que la coordinatrice renforce les missions de conseil, de coordination et de suivi des documents d'urbanisme.

La dématérialisation progresse avec la mise en place d'un **guichet unique**, désormais majoritairement utilisé pour le dépôt des demandes. Un audit du logiciel métier a été réalisé, avec des formations prévues en 2026.

Activité 2025 : un volume soutenu

► **dont :**

- 265 permis de construire
- 8 permis d'aménager
- 6 permis de démolir
- 83 certificats d'urbanisme
- 83 déclarations préalables
- 89 modificatifs
- 26 transferts
- 12 annulations
- 40 prorogations
- 1 dossier spécifique (remontée mécanique)

613 dossiers mis en avant





Renforcement du conseil aux communes

- Mise en place d'un dialogue stratégique avec les communes
- Renforcement des actions de conseil et de formation

Architecte conseil : un appui opérationnel

- Présence de l'architecte conseil
2 jours par mois

Ces permanences permettent d'accompagner élus, particuliers et professionnels dans leurs projets, contribuant à la qualité du cadre de vie.

96 rendez-vous conseil réalisés en 2025



L'année 2025 marque : une activité soutenue, et un accompagnement accru des communes. Le service s'affirme comme un acteur clé de la qualité des projets d'aménagement du territoire.

Habitat - logement : une stratégie co-construite pour 2026-2032

Élaboration de son nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH), avec l'appui de 2 prestataires spécialisés.

- 1 démarche sur près de 2 ans
- 1 programme structurant pour 6 ans (2026-2032)

Une méthodologie en 3 phases

- Diagnostic et bilan du précédent PLH
- Définition de la stratégie et des orientations
- Élaboration du programme d'actions

Principales étapes :

- **25 mars 2025** : restitution des objectifs
- **3 juillet 2025** : validation par le COPIL
- **22 septembre 2025** : arrêt du projet en conseil communautaire
- **Février 2026** : approbation prévue

Une large mobilisation des acteurs

- Plusieurs séminaires et ateliers organisés
- Concertation dématérialisée réalisée sur 2 mois (février-mars 2025)

Cette démarche a permis d'associer élus, partenaires et communes dans une logique de co-construction.



Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi)

- **2022** : lancement de la démarche d'élaboration du RLPi avec le bureau d'études GoPub
- **2024** : arrêt du projet en Conseil communautaire
- **2025** : consultation des communes, des partenaires et enquête publique
- **2026** : approbation définitive du RLPi prévue

Le RLPi vise à harmoniser et encadrer la publicité, les enseignes et la signalétique sur l'ensemble du territoire, afin de préserver la qualité du cadre de vie et des paysages.



Le PLH 2026-2032 constitue : un document stratégique structurant, élaboré dans un calendrier maîtrisé, et reposant sur une forte mobilisation territoriale. Il fixe les orientations en matière d'habitat pour les 6 prochaines années.



Territoire exemplaire : un bilan mi-parcours positif

Adopté en 2020 pour une durée de 6 ans, le PCAET constitue le cadre stratégique de la transition écologique du territoire, structuré autour de 5 axes.

- 24 juin 2025 : validation du bilan mi-parcours
- 58 fiches actions suivies :
 - 27 actions finalisées
 - 23 actions en cours
 - 8 actions provisoirement écartées

Le bilan confirme une trajectoire globalement conforme aux objectifs, avec des avancées concrètes et une appropriation renforcée des enjeux par les élus.

Sensibilisation et mobilisation du territoire

- Une vingtaine d'animations organisées lors des Semaines du développement durable
- Actions de sensibilisation aux risques naturels, à la montagne et à la consommation responsable

Gestion de la ressource en eau

🎯 **Objectif national** : -10 % de prélèvements d'eau d'ici 2030

- 13 novembre 2025 : présentation du bilan en conférence des maires

Un état des lieux des consommations a été réalisé et des plans d'action ont été identifiés.



17 communes engagées
aux côtés de la CCPEVA





Rénovation énergétique du bâti

- 171 appels traités
- 24 permanences réalisées

Le service France Rénov' Haute-Savoie, cofinancé à 50 % par l'Anah et 50 % par la CCPEVA, accompagne les habitants dans leurs projets.

Déploiement du photovoltaïque

- 44 parkings publics analysés
- 11 sites à potentiel favorable identifiés

Des actions d'accompagnement sont également menées auprès des entreprises et des particuliers.

Mobilité et décarbonation

- 2 expérimentations réalisées en 2025 :
 - Hydrogène : du 13 au 25 février 2025
 - Électrique : du 17 au 28 novembre 2025

Ces tests en conditions réelles permettent d'orienter les choix stratégiques en matière de mobilité durable.



Le bilan mi-parcours du PCAET met en évidence : une dynamique engagée et structurée, des résultats concrets sur plusieurs axes, et des priorités clairement identifiées pour la suite.

La transition écologique s'inscrit désormais comme un levier majeur de développement du territoire.

Techniques de l'ingénierie



Prévention et gestion des déchets : **optimisation des services et adaptation aux usages**



Harmonisation des horaires des déchetteries

- **1^{er} juillet 2025** : mise en place d'horaires harmonisés sur l'ensemble du territoire
- + 0,5 journée d'ouverture par semaine en été (Bernex, Champanges)
- + 1 journée d'ouverture par semaine en hiver (Vinzier, Lugrin)
- Nouvelle période estivale : **1^{er} avril - 30 septembre**

Ces évolutions permettent une meilleure adéquation entre les horaires d'ouverture et la fréquentation.

Optimisation des marchés

- **1 marché relancé** pour les **5 flux principaux** (encombrants, gravats, ferrailles, bois, déchets verts)
- **1 marché de rétrofit sur 4 ans** pour le renouvellement des colonnes

Ces dispositifs visent   améliorer la performance du service tout en maîtrisant les coûts.



Évolution des modes de collecte

- Passage à 100 % en colonnes d'apport pour les communes (Champanges, Saint-Paul-en-Chablais)

Déploiement de la collecte des biodéchets

- Plus de 40 abris-bacs installés en novembre 2025
- 🎯 **Objectif** : 75 équipements
- Déploiement complémentaire prévu au 1^{er} semestre 2026

40 bornes installées
9 bornes au début de l'expérimentation



L'année 2025 confirme : une modernisation des équipements et des pratiques, une amélioration du service rendu aux usagers, des dispositifs de tri et de valorisation. La gestion des déchets s'inscrit pleinement dans une logique d'efficacité et de transition vers une économie circulaire.

Eau potable et assainissement : **sécurisation et planification à long terme**

Schéma directeur eau potable

- Démarche engagée en **2023**
- **2025** : lancement des campagnes de mesure
- **Début 2026** : restitution prévue
- **Fin 2027** : livraison définitive

🎯 **Objectif** : identifier les secteurs à risque et améliorer la performance du réseau.

Plan de gestion de la sécurité sanitaire (PGSSE)

- **2025** : lancement de la démarche
- 1 assistant à maîtrise d'ouvrage mobilisé

Cette démarche vise à sécuriser l'ensemble du système, de la ressource à la distribution, avec un inventaire des équipements réalisé en 2025.

Règlement de service

- **2021** : règlement initial
- **8 décembre 2025** : adoption du nouveau règlement
- **1^{er} janvier 2026** : entrée en vigueur

🎯 **Objectif** : améliorer la lisibilité, préciser les responsabilités et renforcer le cadre réglementaire.





Assainissement : modernisation des infrastructures

Le schéma directeur assainissement, engagé en 2023, se poursuit :

- **2025** : campagnes de mesure déployées
- **Début 2026** : restitution prévue

Opérations structurantes

- **1 station d'épuration supprimée** (Bochet, mise hors service en 2025)
- Redirection des flux vers Thonon-les-Bains
- Extension des réseaux sur plusieurs secteurs (Saint-Gingolph, Abondance)



L'année 2025 marque : une structuration des démarches à long terme, avec l'élaboration des schémas directeurs eau et assainissement, une modernisation des infrastructures, et un renforcement de la sécurité sanitaire et environnementale. Ces actions traduisent une gestion durable et anticipée des services d'eau et d'assainissement.

Espaces naturels et biodiversité : une action renforcée pour la préservation du territoire

Natura 2000 et protection des milieux

- Réalisation de plusieurs inventaires naturalistes (faune et flore)
- Suivi de l'état de conservation des zones humides
- **1 formation** organisée pour les professionnels du tourisme

Extension de l'APPB :

- 1 projet d'extension engagé sur la commune de Novel
- **4 communes associées** (Novel, Bernex, Vacheresse, Abondance)

Gestion des espaces naturels

- Poursuite du CTENS sur plusieurs sites
- Actions sur les espèces prioritaires et les sites sensibles

Plan pastoral et agriculture de montagne

- 309 000 € de subvention régionale prévue
- Cofinancements complémentaires (Département, Europe)

1,558 M€

de besoins
d'investissement
identifiés



Espaces naturels et biodiversité : une action renforcée pour la préservation du territoire



Actions concrètes sur le territoire

- Près de 450 arbres fruitiers distribués
- Distribution sur 3 communes et 2 écoles
- Travaux réalisés sur les zones humides (entretien, restauration, lutte contre les espèces invasives)

Sensibilisation et éducation à l'environnement

- 1 500 personnes sensibilisées (grand public)

Programme "École dehors" :

- 3 nouveaux enseignants accompagnés
- 5 enseignants suivis sur la 2^e année
- 2 enseignants en fin de cycle

Écogardes : présence sur le terrain

- 5 500 personnes rencontrées entre mai et octobre

Actions : sensibilisation, présence sur les événements, campagnes de communication et accompagnement des usagers.

3 000 élèves sensibilisés dans le cadre des actions scolaires



L'année 2025 confirme : une forte mobilisation en faveur de la biodiversité, des actions concrètes sur le terrain, et un effort important de sensibilisation des publics. La préservation des espaces naturels s'inscrit pleinement dans une stratégie territoriale durable et partagée.

Sentiers et sport de pleine nature : amélioration et sécurisation des itinéraires

La CCPEVA poursuit en 2025 la mise en œuvre de son schéma directeur de la randonnée, en partenariat avec le Département.

Amélioration des itinéraires

- 3 nouvelles passerelles installées sur les itinéraires PDIPR
- Finalisation des itinéraires Trail des Portes du Soleil

13 itinéraires rebalisés (secteurs Gavot, Châtel, Abondance)

L'entretien des sentiers est assuré :

- par 1 équipe de 4 saisonniers en vallée d'Abondance
- par **1 association** sur le secteur Léman/Gavot

Travaux structurants

- Reprise des travaux des Bords de Dranse en **2025**
- Poursuite du projet prévue en **2026** (procédure foncière et travaux)
- Réactualisation du projet de liaison jusqu'à Bernex

Sécurisation et équipements

- Entretien de la via ferrata et des passages sécurisés
- Intervention du RTM sur **2 itinéraires**



L'année 2025 se caractérise par : une amélioration significative du réseau de randonnée, la poursuite de projets structurants, et un renforcement de la sécurité des pratiques de pleine nature. Ces actions contribuent à valoriser durablement l'offre touristique et de loisirs du territoire.

Risques majeurs : amélioration des connaissances et structuration de la gestion de crise

Connaissance et analyse des risques

- Mise à jour des données et réalisation de cartographies
- Participation à **1 étude territoriale** menée par le PARN sur les risques en milieu touristique

Ces travaux permettent d'identifier des axes d'amélioration et des actions à déployer.

Sensibilisation des publics

- 200 élèves et accompagnants sensibilisés (du CE2 à la 4^e)
- 126 participants grand public

Ces actions ont été réalisées dans le cadre d'une journée dédiée aux risques naturels en montagne.

200 élèves et accompagnants sensibilisés

Animation territoriale et coopération

- Participation à **1 réseau européen** (TAGIRN) dédié à la gestion intégrée des risques naturels

Planification et gestion de crise

- Élaboration du Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS*)
- Réalisation de :
 - 1 exercice de gestion de crise
 - 1 partenariat avec la Croix-Rouge
- Élaboration en cours du Plan de Continuité d'Activité (PCA)



L'année 2025 marque : une meilleure connaissance des risques, une montée en compétence des acteurs, et une structuration des outils de gestion de crise. Ces actions renforcent la résilience du territoire face aux risques naturels et majeurs.

Bâtiments et moyens généraux : **modernisation des équipements et optimisation de la gestion**

Gestion du parc automobile

- 1 nouveau mode de gestion déployé au 1^{er} avril 2025
- Environ 60 véhicules concernés

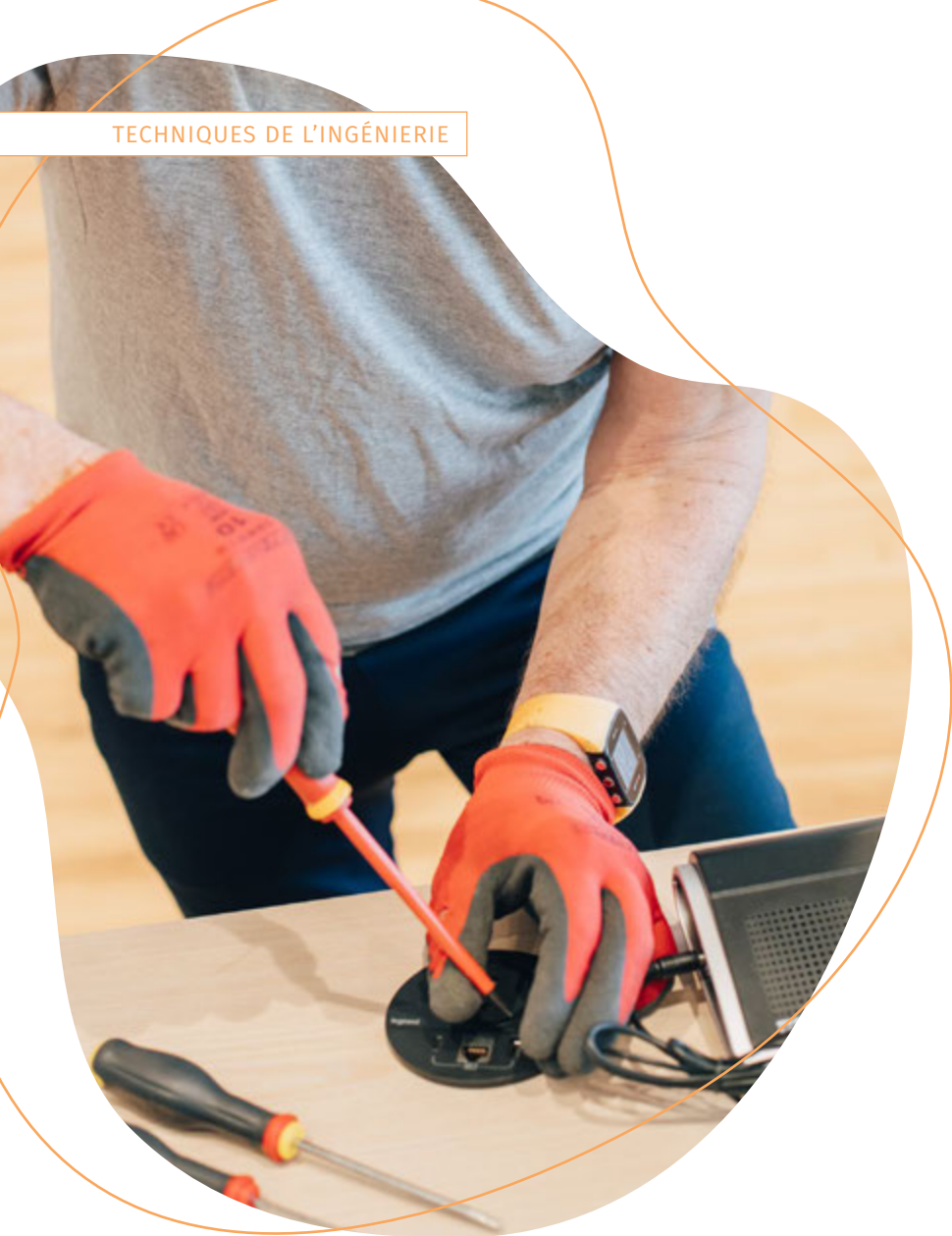
Ce dispositif, mis en place via un contrat dédié, permet de sécuriser la gestion administrative et de s'appuyer sur un réseau de garages locaux.

Extension du siège de la CCPEVA

- 140 à 150 m² de bureaux aménagés
- 330 000 € HT d'investissement
- 80 000 € de subvention du Département
- Livraison prévue en **février 2026**

Ce projet vise à améliorer l'organisation des services et renforcer les synergies internes.





Verdissement de la flotte

- 74 véhicules au total :
 - 55 véhicules légers
 - 19 poids lourds
- **60 % des acquisitions 2025** orientées vers des véhicules à très faibles émissions (**3 sur 5**)
- 11 % de véhicules électriques dans la flotte légère (6 véhicules)
- 5 vélos électriques déployés

Des expérimentations sont engagées :

- Tests hydrogène en **2025**
- Test d'un véhicule de collecte prévu en **2026**

Gestion des équipements sportifs

- 3 gymnases intercommunaux équipés d'un système de contrôle d'accès
Ce dispositif permet une gestion sécurisée, fiable et traçable des accès.

24 853 € d'investissement



L'année 2025 se caractérise par : une modernisation des outils de gestion, une optimisation des moyens techniques, et une transition progressive vers des équipements plus durables. Ces actions contribuent à améliorer l'efficacité des services et les conditions de travail des agents.

Études et travaux : des investissements structurants

Opérations réalisées en 2025

- 730 mètres linéaires de réseau d'assainissement réalisés

Ces travaux ont concerné plusieurs secteurs du territoire, avec des opérations de requalification, d'extension et d'interconnexion.

Opérations en cours

Plusieurs projets structurants engagés en 2025 se poursuivent :

- 1 réservoir d'eau potable de 1 200 m³ en construction
- Travaux de requalification et d'extension des réseaux sur plusieurs communes

Organisation des travaux courants

- 1 accord-cadre renouvelé en 2025, pour une durée de 4 ans
- Mobilisation de :
 - 2 entreprises pour les interventions d'urgence
 - 3 entreprises pour les travaux courants
 - 1 entreprise pour les enrobés

Ce dispositif permet d'assurer une gestion réactive des interventions (fuites, casses, réparations) et une meilleure continuité de service.



2,5 km

de réseaux d'eau potable requalifiés



L'année 2025 se caractérise par : un volume important de travaux réalisés, la poursuite d'opérations structurantes, et une organisation optimisée des interventions. Ces actions contribuent à la fiabilité et à la performance des réseaux d'eau et d'assainissement du territoire.

Ressources internes et innovation



Finances : mise en conformité et amélioration des pratiques

À la suite du contrôle de la Chambre Régionale des Comptes réalisé en 2023-2024, la CCPEVA a en 2025 un plan d'actions pour répondre aux recommandations.

- **3 novembre 2025** : présentation du bilan en conseil communautaire
- Mise en œuvre de 6 actions principales :
 1. Mise à jour de l'actif engagée sur plusieurs budgets
 2. Mise en place de procédures de suivi des engagements
 3. Apurement régulier des comptes
 4. Suivi annuel des provisions pour créances douteuses
 5. Développement d'outils internes de prospective financière
 6. Suivi des investissements pluriannuels

Opérations comptables spécifiques

- Mise à jour complète de l'actif du budget méthanisation (cession du méthaniseur)
- Régularisation des amortissements depuis le **1^{er} juillet 2023**
- Cession de **1 bâtiment** (fruitière de Vinzier) et mise à jour du patrimoine

Finances : mise en conformité et amélioration des pratiques

Partenariat avec le Service de Gestion Comptable

- **22 septembre 2025** : validation de la convention
- Convention conclue pour **4 ans (2025-2028)**
- Structuration autour de **4 axes** :
 - optimisation des recettes
 - modernisation des dépenses
 - amélioration de la qualité comptable
 - développement de l'expertise financière
- **1 bilan annuel** prévu pour le suivi du dispositif

Amélioration de la gestion des régies

Actions engagées :

- optimisation de la trésorerie
- amélioration du traitement des litiges
- recouvrement des impayés
- mise en place de relances à 1 mois

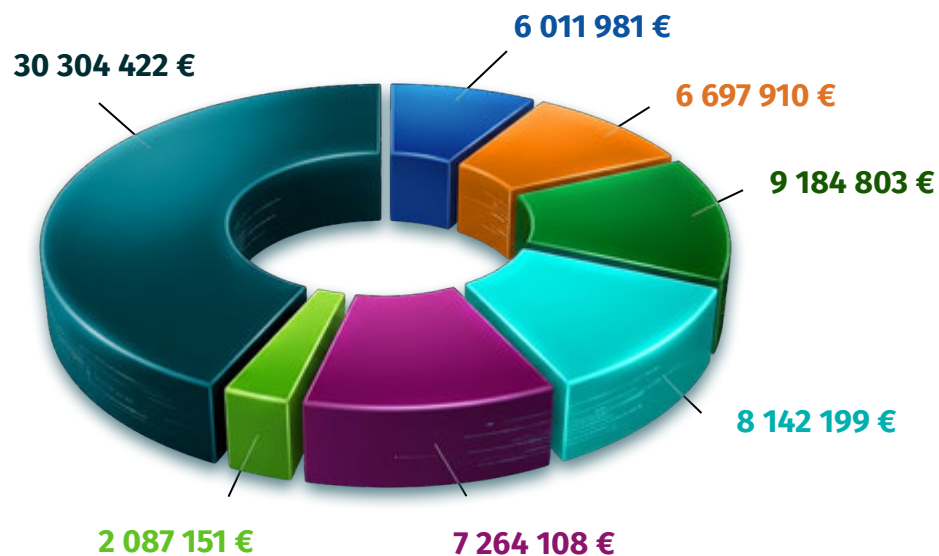


L'année 2025 marque : une mise en conformité avec les recommandations de la CRC, un renforcement des outils de pilotage financier, et une amélioration des procédures comptables. Ces évolutions contribuent à une gestion plus rigoureuse, lisible et performante des finances de la collectivité.

Budget **fonctionnement**

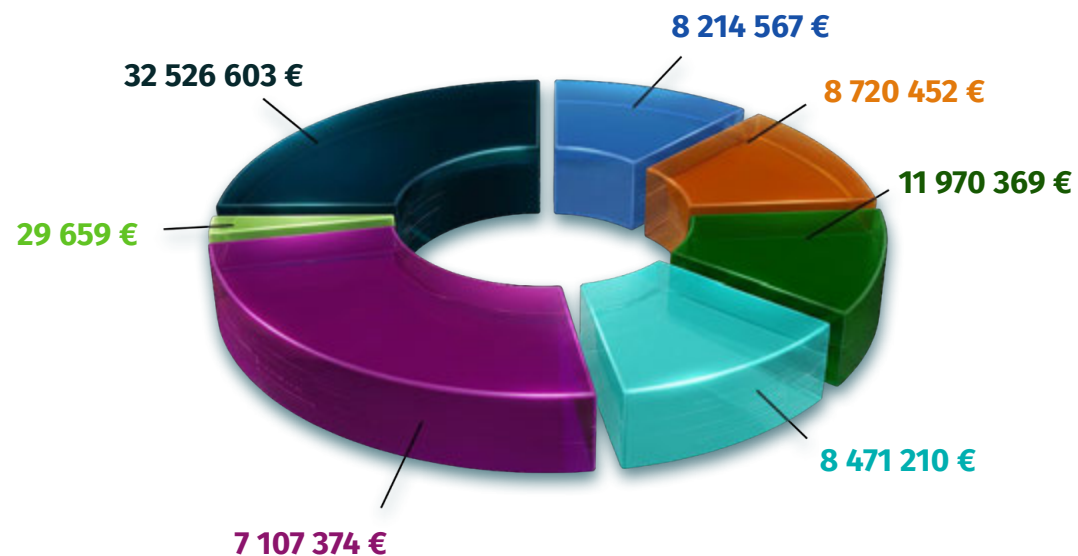
Dépenses

69 692 574 €



Recettes

77 040 234 €



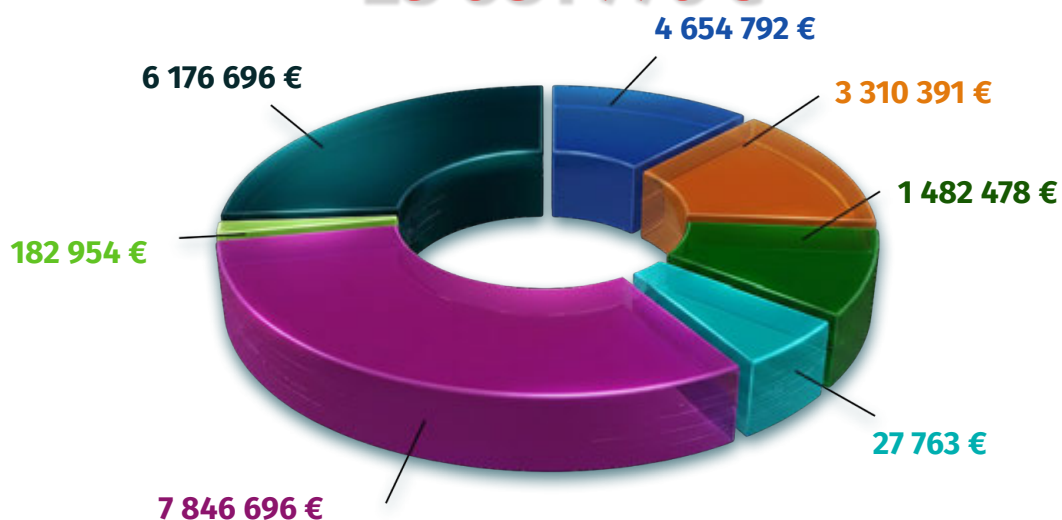
Légendes

- Eau potable
- Déchets
- Zone d'activité économique
- Budget principal
- Assainissement
- Mobilité
- Bâtiment d'activité économique
- Budget totaux

Budget **investissement**

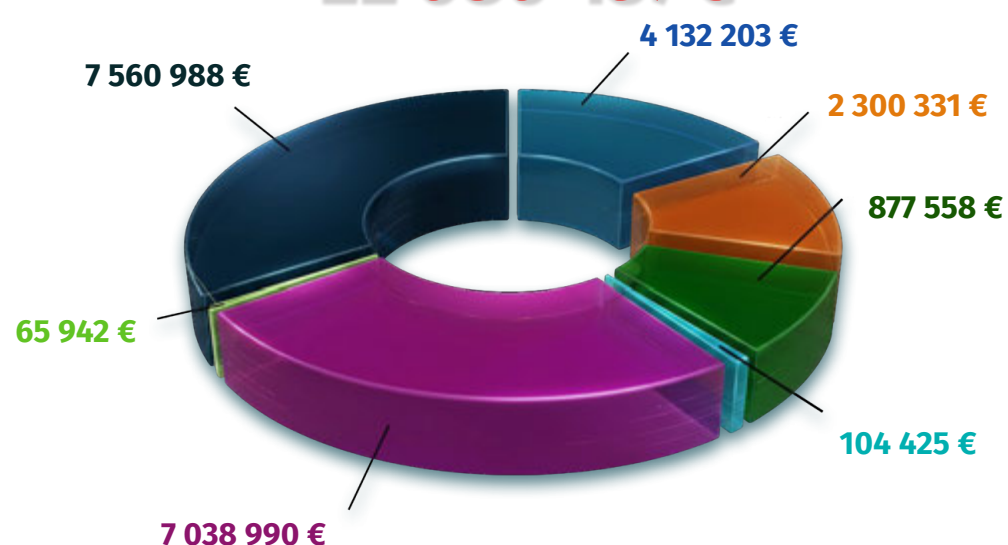
Dépenses

23 681 770 €



Recettes

22 080 437 €



Légendes

- Eau potable
- Déchets
- Zone d'activité économique
- Budget principal
- Assainissement
- Mobilité
- Bâtiment d'activité économique
- Budget totaux



L'année 2025 marque : une activité soutenue en matière de commande publique, une structuration des pratiques d'achat, et l'intégration progressive des enjeux de développement durable. La commande publique s'affirme comme un levier stratégique au service de la performance et de la transition du territoire.

Affaires juridiques : un appui renforcé aux projets et à la gouvernance

Structuration de la fonction conseil

- Mise en place d'1 outil de suivi interne des saisines
- Activité de conseil en **forte progression en 2025**

Le service accompagne les projets stratégiques et sécurise les procédures juridiques de la collectivité.

Révision des statuts de la CCPEVA

- **11 mars 2025** : adoption des nouveaux statuts en Conseil communautaire
- **25 juin 2025** : validation par arrêté préfectoral

Cette réforme intègre :

- les évolutions législatives,
- les transferts de compétences (eau potable, mobilité),
- et une redéfinition de l'intérêt communautaire.

Évolution des compétences

- Transfert d'**1 nouvelle compétence** : construction et exploitation de l'abattoir public de Haute-Savoie
- Suppression de **2 compétences** devenues sans objet ou transférées

Préparation du prochain mandat

Le service juridique a engagé plusieurs actions :

- Sensibilisation des élus aux obligations juridiques
- Réflexion sur les délégations de pouvoir
- Élaboration d'**1 guide des élus**



L'année 2025 confirme : un renforcement du rôle stratégique du service juridique, une sécurisation accrue des décisions, et une anticipation des enjeux liés au prochain mandat. Le service s'affirme comme un acteur clé de la gouvernance et de la conformité juridique de la collectivité.



Commande publique : structuration et montée en puissance des achats durables

Mise en place d'un Plan d'Action d'Achats Durables (PADD), visant à intégrer les enjeux économiques, sociaux et environnementaux dans la commande publique.

Structuration des marchés

- dont :
 - 25 marchés de travaux
 - 13 marchés de fournitures et services
 - 14 marchés de prestations intellectuelles
 - 3 marchés de maîtrise d'œuvre

55 marchés publics attribués

Activité du service

- 7 commissions d'appel d'offres
- 2 commissions de délégation de service public
- 2 commissions ad hoc

42 procédures de passation

Plan d'Action d'Achats Durables

- 1 plan structurant défini autour de 4 objectifs :
 - performance économique
 - inclusion
 - durabilité
 - gouvernance

Des indicateurs de suivi restent à formaliser afin d'assurer le pilotage et l'évaluation du dispositif.

Subventions : **un pilotage renforcé au service des projets**

Pilotage et structuration

- Suivi opérationnel de projets structurants (eau, déchets, biodiversité, cohésion sociale, énergie)
- Mise en place d'**1 tableau de bord consolidé** pour le suivi des financements

Le service assure la gestion des échéances, des demandes de paiement et des relations avec les financeurs.

Chiffres clés 2025

- Près de
- 7,6 M€ de dépenses subventionnables analysées
- 1,78 M€ de subventions obtenues et/ou en cours

Principaux domaines financés

- Eau et assainissement
- Déchets et environnement
- Sentiers et espaces naturels
- Cohésion sociale et services à la population
- Développement économique
- Bâtiments et fonctions support
- Méthaniseur

30 dossiers instruits
ou suivis

Perspectives

🎯 Objectifs à long terme :

- anticipation des échéances de financement
- renforcement de la mutualisation avec les communes
- développement de la veille sur les financements
- simplification des outils
- diversification des sources (dont mécénat)



L'année 2025 se caractérise par : une augmentation du volume de dossiers traités, une montée en compétence du service, et un rôle central dans la sécurisation financière des projets. Le service s'affirme comme un levier stratégique pour le financement des actions de la collectivité.

Évaluation des politiques publiques : un levier d'amélioration de l'action publique

L'évaluation constitue un outil stratégique permettant d'analyser l'efficacité des politiques publiques, d'orienter les décisions et de garantir une gestion optimale des ressources.

Évaluation du projet de territoire

- 43 actions restant à réaliser sur le projet de territoire 2020-2026
- **Août 2025** : lancement de l'évaluation auprès des services
- **Fin 2025** : bilan attendu
- Préparation du futur projet de territoire **2026-2032**

Dialogue de gestion avec les partenaires

- 2^e campagne subventionnée par la CCPEVA déployée en 2025
- Seuil d'éligibilité : **≥ 10 000 € de subvention**

Ce dispositif permet de renforcer le suivi de l'utilisation des financements publics.

22 structures accompagnées (contre 11 en 2024)

Suivi des recommandations et qualité des comptes

- Suivi du rapport de la CRC (exercices **2017-2022**)
- Mise en place d'un plan de mesures répondant aux recommandations délibérées par les conseillers communautaires

Amélioration des outils de pilotage

- Mise en place d'indicateurs intercommunaux actualisés annuellement
- Déploiement du **budget vert** (axes climat et biodiversité)
- Suivi des indices de qualité des comptes locaux

Organisation et performance des services

- Évaluation du service instruction du droit des sols
 - 2 ETP* recrutés
 - Révision des conventions signées avec les communes et votées en **mars 2025**
- Diagnostic organisationnel réalisé en **2025** (approche RSE) en collaboration avec l'AFNOR

Structuration des pratiques internes des services

- Mise en place de modèles administratifs standardisés
- Plan d'action sur la gestion des abonnés de l'eau potable et des impayés dont le taux de recrutement atteint 92 à 98% entre 2021 et 2024.



L'année 2025 marque : une structuration renforcée de l'évaluation, une amélioration des outils de pilotage, et une meilleure maîtrise de l'action publique. L'évaluation s'impose comme un levier central pour optimiser les politiques publiques et préparer les orientations futures du territoire.

Systemes d'information : **modernisation et sécurisation des outils**



Gestion du parc et des demandes

- 1 outil déployé (GLPI*) pour le suivi du parc et des interventions
- Plus de 1 000 sollicitations enregistrées depuis mai 2025
- 90 % des demandes traitées
- Inventaire du parc engagé :
 - Plus de 50 % des équipements recensés

Sécurisation du système d'information

- 1 outil de supervision déployé (PRTG) avec suivi en temps réel
- 18 sous-réseaux créés pour segmenter les usages
- Doublement des pare-feux pour assurer la continuité de service

Dématérialisation et modernisation

- 1 solution de gestion du courrier déployée
- Dématérialisation des flux entrants et sortants

18 sous-réseaux
créés

Amélioration de la relation usagers

- Mise en place d'un standard vocal interactif
- Réduction des délais d'attente et des appels perdus

Optimisation des coûts

- Mutualisation des achats
- Renégociation des contrats
- Internalisation partielle du support



L'année 2025 marque : une montée en puissance des outils numériques, un renforcement de la sécurité des systèmes, et une amélioration de la qualité de service. Le système d'information devient un levier central de performance et de modernisation de la collectivité.

Schéma de mutualisation CCPEVA communes : **une organisation structurée au service du territoire**

Adopté le 27 janvier 2025, le schéma de mutualisation organise la coopération entre la CCPEVA et les communes.

- 1 comité de suivi organisé en octobre 2025
- 1 comité stratégique en septembre 2025

Ces instances permettent d'assurer le suivi, l'évaluation et l'adaptation des actions aux besoins des communes.

Déploiement des actions prioritaires

Groupements de commandes

- Mutualisation engagée avec plusieurs communes
- Lancement de consultations sur :
 - travaux de réseaux
 - équipements professionnels
 - prestations techniques

13 fiches actions
définies



Recherche de financements

- 1 méthodologie de mutualisation présentée
- Démarrage des entretiens avec les communes

Protection des données (DPO)

- 1 service mutualisé créé en 2025
- Adoption des conventions au **1^{er} semestre 2025**

Ce dispositif garantit la conformité réglementaire et une gestion homogène des données.

19 communes
concernées

Système d'information géographique (SIG)

- Convention de mutualisation renouvelée **(initialement signée en 2019)**
- Projet de SIG mutualisé à l'échelle de l'ensemble des communes



L'année 2025 marque : la structuration d'une stratégie de mutualisation, le déploiement concret de plusieurs services partagés, et un renforcement de la coopération intercommunale. Le schéma de mutualisation constitue un levier majeur d'optimisation, de cohérence et d'efficacité à l'échelle du territoire.

Administration générale



Mobilité : une année de déploiement et de structuration

L'année 2025 constitue une étape majeure pour le service mobilité, avec la mise en œuvre opérationnelle des projets engagés depuis 2022.

Modernisation du réseau EVA'D

- Déploiement d'outils de suivi en temps réel
- Mise en place de la billettique et des systèmes de comptage

🎯 **Objectif :** améliorer l'information voyageurs et le pilotage du réseau.

Développement de la multimodalité

- Intégration sur 1 support unique (carte OuRA)
- Interopérabilité avec le réseau suisse (Swiss Pass)
- Mise en place prévue d'un titre unique en décembre 2026

Renforcement de l'offre de transport

- Extension de la ligne 10 du réseau de mobilité ÉVA'D, qui relie Évian-les-Bains à Saint-Gingolph jusqu'à la gare suisse
- 23 % du déficit pris en charge par le canton du Valais
- 2 réunions techniques organisées

Navettes lacustres :

- Financement réparti à 50 % France / 50 % Suisse
- Côté suisse : 47 % canton / 53 % confédération

Mobilités alternatives et aménagements

- Étude de création de parkings relais (P+R)
- Schéma directeur des mobilités actives en cours
- Projet structurant ViaRhôna intégré à la stratégie territoriale



Gouvernance et concertation

- Mise en place du comité des partenaires en 2025
- 1 première séance organisée

Projets structurants et coopération

- Participation à un projet ferroviaire avec **10 autres AOM***
- Participation au SERM**
- 45 réunions techniques
- 3 comités techniques
- 1 comité de pilotage

Préparation des futurs contrats sur réseau urbain, interurbain et scolaires

- 8 réunions du groupe de travail mobilité
- 10 réunions avec les AMO
- Lancement des appels d'offres en octobre 2025
- Échéance de la DSP actuelle : 1^{er} septembre 2026



L'année 2025 se caractérise par : une amélioration significative de l'offre de mobilité, une structuration des outils et de la gouvernance, et l'anticipation des évolutions majeures du réseau. La mobilité s'affirme comme un levier stratégique pour l'attractivité et la transition du territoire.

*Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM)

**Services express régionaux métropolitains

Ressources humaines : **structuration, attractivité et qualité de vie au travail**

Structuration des pratiques RH

- Mise en place d'1 procédure de recrutement harmonisée
- Élaboration d'1 guide de l'agent (diffusion prévue en décembre 2025)
- Travail collaboratif impliquant plusieurs services et niveaux hiérarchiques

Mise en conformité suite à la CRC

- 9 recommandations RH traitées
- Bilan présenté le 3 novembre 2025

Recrutement et effectifs

Ces recrutements concernent notamment des métiers en tension.

31 recrutements
en 2025





Attractivité et recrutement

- Création d'1 page employeur sur une plateforme dédiée Welcome to the Jungle
- Mise en place d'1 outil de gestion des candidatures
- 🎯 **Objectif** : renforcer la visibilité et capter de nouveaux profils.

Qualité de vie au travail (QVT)

- 1 dispositif d'accompagnement psychologique déployé
- 1 journée de cohésion organisée le 12 juin 2025
- 122 agents et élus réunis lors du repas du 31 janvier 2025

Prévention et sécurité

- 1 campagne de sensibilisation au port des EPI*
- Environ 50 agents formés (SST et sécurité incendie)

16 agents formés
aux premiers secours en santé mentale



L'année 2025 se caractérise par : une professionnalisation des pratiques RH, un renforcement de l'attractivité de la collectivité, et une attention accrue portée à la qualité de vie et à la sécurité des agents. Les ressources humaines s'affirment comme un levier essentiel de performance et de cohésion interne.

Méthaniseur : évolution du modèle économique et restructuration du projet

Décisions structurantes en 2025

- Création d'1 société (SAS) d'énergie renouvelable avec partenaires publics et privés
- CCPEVA actionnaire minoritaire
- Vente du site engagée avec exploitation transitoire à partir du 1^{er} janvier 2026
- Clôture du budget annexe au 31 décembre 2025

Perspectives et impacts

- Maintien de l'activité de compostage
- Valorisation d'un équipement stratégique

4 M€ de travaux de modernisation prévus

🎯 Objectif :

- production d'énergie renouvelable,
- gestion locale des déchets organiques,
- réduction de l'empreinte carbone,
- préservation des ressources en eau.



L'année 2025 marque un tournant : adaptation du modèle économique, sécurisation de l'exploitation, et maintien d'un équipement structurant pour le territoire. Cette évolution permet d'inscrire le projet dans une logique durable et soutenable à long terme.

Communication : une stratégie renforcée au service de la visibilité du territoire

L'année 2025 est marquée par le déploiement d'actions de communication diversifiées, visant à renforcer l'information des usagers, la lisibilité des politiques publiques et l'attractivité de la collectivité.

Actions structurantes

- Déploiement de 1 solution numérique inclusive (LISIO*)
- Mise en place d'1 serveur vocal et numéro unique
- Création d'1 guide agent et refonte du règlement interne
- Lancement d'1 affichage dynamique interne
- Développement d'1 marque employeur

Communication thématique

Actions majeures :

- Transition écologique (PCAET**, décarbonation)
- Biodiversité (campagnes de sensibilisation)
- Mobilité (information en temps réel, forum transfrontalier)
- Déchets (tri des biodéchets, signalétique)
- Eau potable (travaux, refonte des supports)
- Développement économique (guide producteurs, événements)

Investissements et supports

- 2 vidéos pour le CIAP

30 000 €

investis
dans la signalétique
des déchetteries





Communication externe

- 12 newsletters (environ 1 200 abonnés)
- 4 campagnes presse
- Plus de 50 publications presse
- 2 magazines édités
- 1 rapport d'activité annuel
- 3 rapports thématiques (eau, déchets, assainissement)

Communication interne

- 5 numéros du journal interne
- 48 revues de presse réalisées

2 400 abonnés
f Facebook
 + **550** par rapport à **2024**

2 350 abonnés
in LinkedIn
 + **250** par rapport à **2024**



L'année 2025 se caractérise par : une diversification des outils et supports, une montée en puissance de la communication digitale, et un renforcement de la visibilité des actions de la collectivité. La communication s'affirme comme un levier essentiel de proximité et de valorisation du territoire.

Secrétariat général : organisation, sécurisation et modernisation des procédures

Organisation des instances

- 9 séances du conseil communautaire
- 207 délibérations adoptées
- 36 bureaux communautaires
- 9 conférences des maires

Structuration des procédures

- Mise en place d'1 procédure de convocation des commissions

🎯 **Objectif :** uniformiser les pratiques entre services

Gestion et suivi des actes

- Réalisation des registres :
 - 8 tomes pour 2021
 - 6 tomes pour 2022
- Transmission et suivi de nombreuses délibérations structurantes auprès des communes

Dématérialisation et modernisation

- **19 mars 2025 :** mise en service de l'outil de dématérialisation du courrier
- Amélioration de :
 - la traçabilité
 - les délais de traitement
 - le travail collaboratif

Optimisation des coûts

- Renégociation de 2 contrats (collecte postale et affranchissement)
- Réduction du volume de courrier liée à la dématérialisation



L'année 2025 se caractérise par : une organisation renforcée des instances, une sécurisation des procédures administratives, et une modernisation des outils de gestion. Le Secrétariat général joue un rôle central dans la fiabilité et l'efficacité du fonctionnement institutionnel de la collectivité.



Communauté de communes pays d'Évian - vallée d'Abondance

851 avenue des Rives du Léman | 74500 Publier

Tél. 04 58 57 03 00 | accueil@cc-peva.fr

cc-peva.fr

